

[Text]

There has been an intensive review going on within the CLC as a result of some reflections following the last election. They changed their mind the following day and decided that they would like to appear. At 3 o'clock we will hear from the Economic Council. Judy Maxwell, the chairman, and Paul Gorecki, who was the study director of a major project they did on adjustment assistance and released during the summer, will appear.

The informal groups suggested that I inquire about the possibility of a chief executive officer of a company appearing. After exploring the matter, I concluded that the problem in approaching a chief executive officer is that while he is familiar with the situation of his own company, and possibly the industry if it has common problems, he would not be in a position to comment on the situation across the economy. I then approached the Canadian Chamber of Commerce, which has completed a study. Their office was closed and none of the officials, including the president, who were knowledgeable in this area, were to be in Canada. I then approached the Canadian Manufacturers' Association, and they too were closed. The president or executive director, whatever his title is, was initially prepared to come, but on reflection concluded that he had not done any work on the matter and that he would not be a good witness. So I finally decided that the Economic Council would give the best overall presentation on the subject. In discussions with Senator Stewart we decided that we would suggest the form that after each session with representatives from the private sector the officials or specialists who sat through the meeting would be available if the committee wished to direct questions to them. Officials from Employment and Immigration and TNO would be available at the conclusion of these first two sessions. That would conclude the afternoon.

Let us now go to the evening. I was asked to approach the Canadian Federation of Agriculture. The president, Don Knorr, has appeared before the committee. He resides in the interior of B.C. We pressed him strongly, but he took the position that he was not prepared to come. I think the situation is that not only is it a considerable distance for him to travel, but he was being offered a fairly short period of time in which to prepare. Senators will recollect from the previous session that the federation is divided. Segments of the federation favour free trade and other segments are strongly opposed to free trade. It puts the president in a fairly difficult position. We attempted to approach the one vice-president who has a general mandate. The other vice-presidents are all heads of segments of the industry. He lives somewhere in rural Alberta and had gone away without indicating where he was going. So, as an alternative, we will receive from the Canadian Federation of Agriculture and from the Canadian Egg Marketing Agency statements reviewing the positions that they took when they appeared before this committee in August and September and indicating with considerable precision where there has been a response from the government and where there has not. You should then be able to direct questions to officials from the Department of Agriculture and, presumably, from the TNO as

[Traduction]

appelé la première fois. On sait que cet organisme a entrepris des études approfondies sur la question par suite des dernières élections. Ses représentants ont changé d'avis le lendemain et ont décidé d'accepter l'invitation. À 15 heures, nous aurons des nouvelles du Conseil économique. Comparaitront M^{me} Judy Maxwell, présidente du Conseil, et M. Paul Gorecki, directeur d'une importante recherche que le Conseil a faite sur les programmes d'aide à l'adaptation, recherche qui a été publiée pendant l'été.

Les groupes non officiels ont proposé que j'étudie la possibilité d'inviter un président d'entreprise. Après examen de la question, je me suis rendu compte qu'inviter un président d'entreprise faisait problème puisque, même s'il connaît bien la situation de sa propre compagnie, voire de l'industrie à laquelle appartient l'entreprise, le chef d'entreprise invité ne serait pas en mesure de traiter de l'économie dans son ensemble. J'ai communiqué ensuite avec la Chambre de commerce du Canada, qui a également publié une étude sur le sujet. Ses bureaux étaient fermés et aucun de ses représentants, y compris le président, qui possède des connaissances en la matière, n'étaient au Canada. J'ai ensuite contacté l'Association des manufacturiers canadiens, mais ses bureaux étaient aussi fermés. Son président ou directeur administratif—je ne connais pas son titre exact—était dans un premier temps disposé à comparaître, mais après réflexion, il s'est rendu compte qu'il n'avait fait aucune recherche sur la question et ne serait donc pas un bon témoin. C'est ainsi que j'ai décidé que le Conseil économique pourrait donner le meilleur point de vue global sur la question. Après en avoir discuté avec le sénateur Stewart, j'ai opté pour la formule suivante: exposé fait par les représentants du secteur privé et suivi de questions adressées aux représentants du gouvernement ou aux spécialistes présents. À la fin des deux premières séances, des représentants d'Emploi et Immigration et du Bureau des négociations commerciales seraient à notre disposition. Ainsi prendrait fin l'après-midi.

En soirée maintenant. On m'a demandé de contacter la Fédération canadienne de l'agriculture. Son président, M. Don Knorr, a déjà comparu devant le Comité. Il réside en Colombie-Britannique, en province. Nous l'avons fortement pressé de comparaître, mais il a rejeté notre offre. On le comprend facilement: la distance qu'il aurait à parcourir est considérable et nous ne lui avons pas donné beaucoup de temps pour se préparer. Les sénateurs présents à la dernière séance se souviennent que la Fédération est divisée. En effet, certains éléments de cette dernière sont en faveur du libre-échange, tandis que d'autres y sont fortement opposés. Le président est donc entre l'enclume et le marteau. Nous avons tenté de communiquer avec celui des vice-présidents dont le mandat est général. Les autres vice-présidents sont tous chefs de secteurs de l'industrie. Ce vice-président habite la campagne albertaine et était parti sans laisser d'adresse où le joindre. Comme solution de rechange, nous recevrons de la Fédération canadienne de l'agriculture et de l'Office canadien de commercialisation des œufs des déclarations comportant un résumé des positions qu'ils avaient adoptées au moment de leur comparution en août et en septembre et mentionnant avec d'amples détails les mesures prises par le gouvernement et celles qu'il n'a pas prises. Vous pourrez alors poser des questions aux représentants